



FMI : Perspectives de l'économie mondiale – octobre 2014

Dans ses « Perspectives de l'économie mondiale » publiées le 7 octobre 2014, le FMI prévoit un tassement de la croissance mondiale, qui se situerait à 3,3 % en 2014, comme en 2013. Elle devrait atteindre 3,8 % en 2015. Par rapport à la dernière édition, la dégradation des prévisions de croissance du FMI se fonde sur le fléchissement de l'activité dans les pays les plus avancés au premier semestre 2014, ainsi que sur un moindre optimisme pour certains pays émergents. Pour Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, deux facteurs pèsent sur l'économie mondiale : « Dans les pays avancés, les séquelles de l'expansion d'avant la crise et la récession qui s'ensuit, notamment le niveau élevé de l'endettement et du chômage, font encore sentir leurs effets sur la reprise, et la faiblesse de la croissance potentielle à terme est un sujet de préoccupation ». La croissance dans les pays les plus avancés devrait toutefois s'élever de 1,8 % en 2014 à 2,3 % en 2015. Les États Unis, qui bénéficieraient d'une embellie du marché de l'emploi et d'une amélioration du bilan des ménages, voient leurs perspectives de croissance passer de 2,2 % pour 2014 à 3,1 % pour 2015. En zone euro, le FMI prévoit une croissance de 0,8 % en 2014 et de 1,3 % en 2015, chiffres revus à la baisse par rapport aux précédentes projections. Pour la France, le FMI prévoit une croissance de 0,4 % en 2014 (au lieu de 0,8 % dans ses précédentes prévisions) et de 1 % en 2015 (au lieu de 1,5 % dans ses précédentes prévisions). Les prévisions pour l'Allemagne sont quant à elles de 1,4 % en 2014 et de 1,5 % en 2015 (au lieu de respectivement 1,9 % et de 1,7 % dans les précédentes prévisions). Selon le FMI, d'importants risques de dégradation subsistent encore avec par exemple le risque géopolitique notamment en Ukraine ou au Moyen-Orient, ou bien avec la persistance d'une inflation basse dans la zone euro qui pourrait faire courir un risque « pour l'activité et la viabilité de la dette dans certains pays ».

Le rapport complet (en anglais) : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/text.pdf>

L'avant propos, le résumé analytique, et les chapitres 1 et 2 : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 2 octobre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Dans le sillage des décisions prises le 4 septembre 2014, nous avons également défini les principales modalités opérationnelles du programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset - backed securities purchase programme - ABSPP) ainsi que du nouveau programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bond purchase programme - CBPP3) (...). Les nouvelles mesures apporteront un soutien à des compartiments spécifiques du marché qui jouent un rôle essentiel dans le financement de l'économie. Elles amélioreront encore le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire, faciliteront l'offre de crédit à l'économie au sens large et auront des retombées positives sur d'autres marchés. (...) Conjuguée avec l'orientation déjà accommodante de la politique monétaire, la mise en œuvre résolue des nouvelles mesures étayera solidement l'ancrage des anticipations d'inflation à moyen et à long terme, à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, toutes nos mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de notre objectif. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en août 2014, stable comparé à juillet 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % d'août 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1 % en août 2014, niveau le plus bas enregistré depuis février 2012. Le taux d'août 2014 est en baisse par rapport au taux de 10,2 % de juillet 2014 et à celui de 10,8 % d'août 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en août 2014, 24,642 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,326 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 134 000 dans l'UE28 et de 137 000 dans la zone euro. Comparé à août 2013, le chômage a baissé de 1,745 million de personnes dans l'UE28 et de 834 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %) ainsi qu'en Allemagne (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (27,0 % en juin 2014) et en Espagne (24,4 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Arrêté du 30 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 1er mars 2012 relatif au registre unique prévu à l'article L. 512-1 du code des assurances et à l'article L. 546-1 du code monétaire et financier :

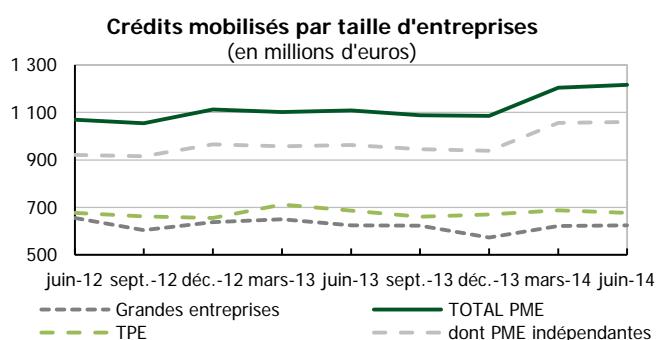
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000029524985&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Arrêté du 30 septembre 2014 relatif à la capacité professionnelle des intermédiaires en financement participatif :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000029525001&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse de l'encours total des crédits aux entreprises au 2^e trimestre 2014



Source : Banque de France

A fin juin 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,4 milliards d'euros, en hausse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent (+ 6,1 % sur un an). Les crédits mobilisés augmentent de 1,4 %. La progression des crédits à moyen ou long terme permet de compenser le recul des crédits à court terme, ainsi que celui des titrisations.

L'encours des crédits destinés aux TPE s'inscrit en baisse de 1,7 % sur le deuxième trimestre. Les crédits octroyés aux grandes entreprises ainsi qu'aux PME continuent par contre de progresser.

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Evolutions contrastées des taux moyens des crédits aux entreprises en avril 2014

Entre janvier et avril 2014, le taux moyen des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises a légèrement augmenté. L'enquête met de nouveau en exergue des disparités assez notables selon le type et les tranches de crédits. Le coût des crédits à moyen et long termes augmente de 34 points de base. Le taux moyen des découverts progresse de nouveau, ainsi que le coût de l'escompte. A l'inverse, celui des autres crédits à court terme non échéancés diminue.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Septembre 2014	129,1	- 1,4 %	- 0,3 %
	IPC France entière		127,8	- 0,4 %	+ 0,3 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Août 2014	24 478	- 3,2 %	+ 13,0 %
	Cumul (milliers d'euros)		194 642	-	+ 6,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Août 2014	408,5	+ 6,6 %	+ 7,1 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Août	3 059,1	-	+ 4,1 %
	Exportations (millions d'euros)	Août 2014	17,1	+ 28,5 %	+ 5,9 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Août	169,6	-	- 11,0 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Août 2014	135 130	- 0,7 %	0,0 %

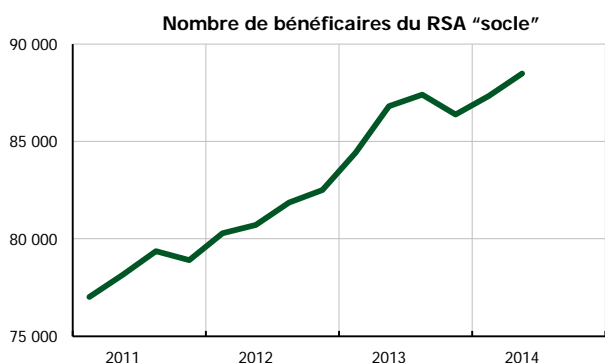
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Août 2014	212 949	+ 2,0 %	+ 8,6 %
	Cumul	cumul Août	1 357 504	-	+ 0,6 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Juin 2013	48 100	- 17,1 %	- 3,2 %
	Cumul	cumul Juin	351 700	-	- 8,7 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Août 2014	14 828	-	- 2,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Août 2014	266,2	-	+ 33,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Juillet 2014	15 941	- 0,5 %	+ 0,9 %

Stabilité de l'emploi dans le secteur privé au 2^e trimestre 2014

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé est stable (- 0,1 %, CVS) au deuxième trimestre 2014 par rapport au premier trimestre, soit un rythme quasi-identique à celui observé au niveau national (0,0 %). Sur un an, Les effectifs salariés progressent de 1,9 % (CVS). Par ailleurs, la masse salariale dans l'île augmente de 1,2 %, contre + 0,3 % en France entière.

Nouvelle hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 2^e trimestre 2014



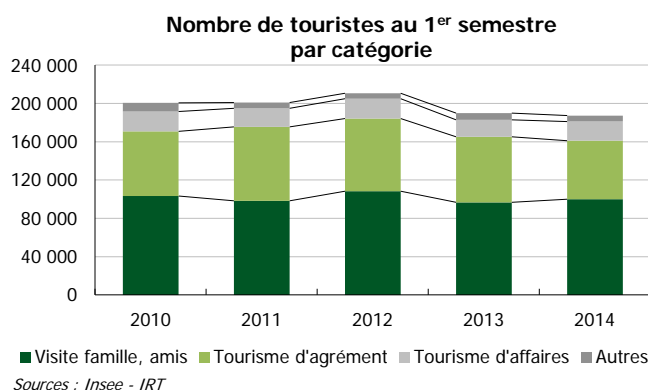
Source : CAF

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle") continue de progresser. A fin juin 2014, il augmente de 1,3 % par rapport à fin mars 2014 (+ 1,9 % sur un an). Cette hausse concerne principalement les hommes seuls avec enfant et les couples sans enfant, qui progressent respectivement de 6,2 % et de 3,6 %. 272 653 personnes sont ainsi couvertes par cette allocation, soit un tiers de la population.

Au cours du deuxième trimestre 2014, la Caisse d'allocation familiale a octroyé 140 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA "socle", en hausse de 1,8 %.

La fréquentation touristique résiste au 1^{er} semestre 2014

La Réunion a accueilli 187 400 touristes au premier semestre 2014, soit une baisse de la fréquentation touristique de 1,4 % par rapport au premier semestre 2013. Ce recul est néanmoins moins prononcé que semblaient montrer d'autres indicateurs. Cette contraction provient de la diminution de 10,8 % de la fréquentation de la clientèle d'agrément, qui recule au premier semestre pour la troisième année consécutive. A l'inverse, le nombre de touristes affinitaires et de touristes d'affaires progressent respectivement de 3,4 % et de 13,0 %. La baisse contenue sur le marché métropolitain est en partie compensée par la bonne orientation sur le marché européen. Près des trois quarts des touristes européens viennent d'Allemagne, de Belgique ou de Suisse.

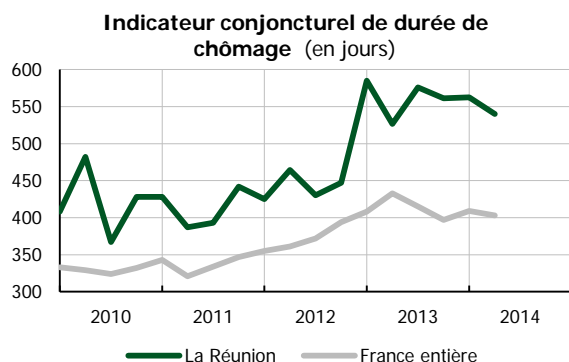


Sources : Insee - IRT

Les touristes ont également moins dépensé durant leur séjour sur l'île. Le montant de leurs dépenses diminue de 4 % et s'établit à 135,2 millions d'euros.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 1^{er} trimestre 2014



Source : Pôle emploi

Au 1^{er} trimestre 2014, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage¹ (ICDC) s'établit à 540 jours contre 409 au niveau national. Si la conjoncture économique du premier trimestre se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit en moyenne 18 mois consécutifs à Pôle emploi (14 mois en France entière). La Réunion reste la région où le délai d'attente est le plus long avant de retrouver un emploi.

A La Réunion, l'ICDC baisse de 4 % par rapport au quatrième trimestre 2013 et de 1,5 % au niveau national.

Hausse du nombre de logements autorisés au 1^{er} trimestre 2014

Selon la DEAL Réunion, le nombre de logements autorisés progresse de 21,2 % (CVS) au premier trimestre 2014 par rapport au quatrième trimestre 2013, après s'être contracté de 16,0 % (CVS) le trimestre précédent. Sur un an, les autorisations de construire des logements s'accroissent de 37,0 %. Cette hausse provient d'une amélioration du marché du logement collectif, qui représente désormais 59 % des autorisations.

¹ L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrées au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré. L'ICDC de La Réunion ne comprend plus désormais les données de Mayotte, contrairement aux précédentes publications.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,05%	date d'effet	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal		0,30%		10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt		-0,20%		10/09/2014

Taux d'intérêt légal		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)						
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

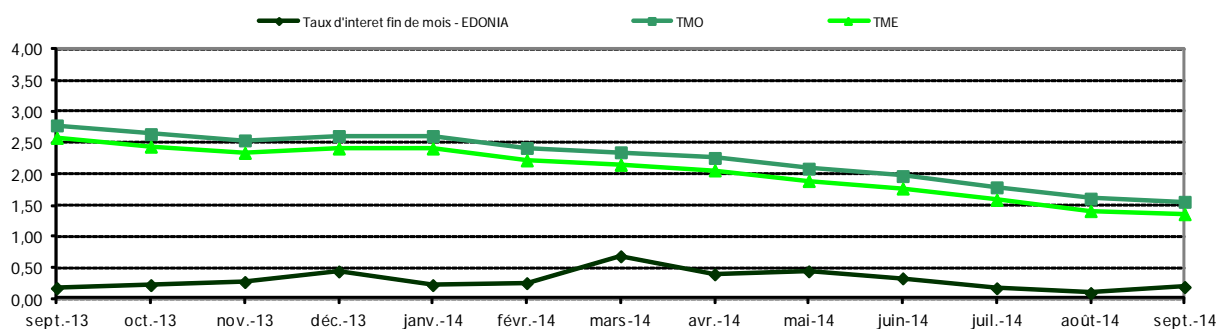
Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Jun	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0775%	0,1770%	0,1010%	0,1970%	0,0070%	0,0830%	0,1830%	0,3380%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Jun	Juillet	Août	Septembre	Jun	Juillet	Août	Septembre
1,77%	1,59%	1,41%	1,36%	1,97%	1,79%	1,61%	1,56%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Autres prêts		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

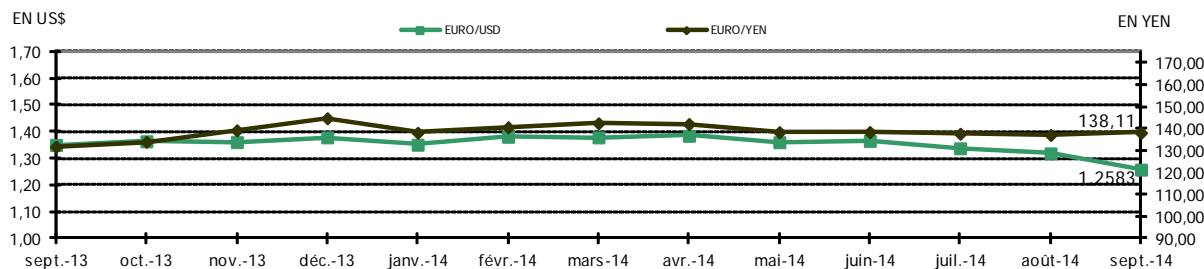
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2583	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,2606	EURO/SRD (Surinam)	4,1682
EURO/JPY (Japon)	138,1100	EURO/BWP (Botswana)	11,7007	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,2609
EURO/CAD (Canada)	1,4058	EURO/SCR (Seychelles)	16,5847	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,0518
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7773	EURO/MUR (Maurice)	39,7873	EURO/BBD (La Barbade)	2,5262
EURO/SGD (Singapour)	1,6063	EURO/BRL (Brésil)	3,0821	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,0339
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7740	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,9475	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3359,8202	EURO/XCD (Dominique)	3,4103	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer : octobre 2014 - Dépôt légal : octobre 2014 - ISSN 1240-3857